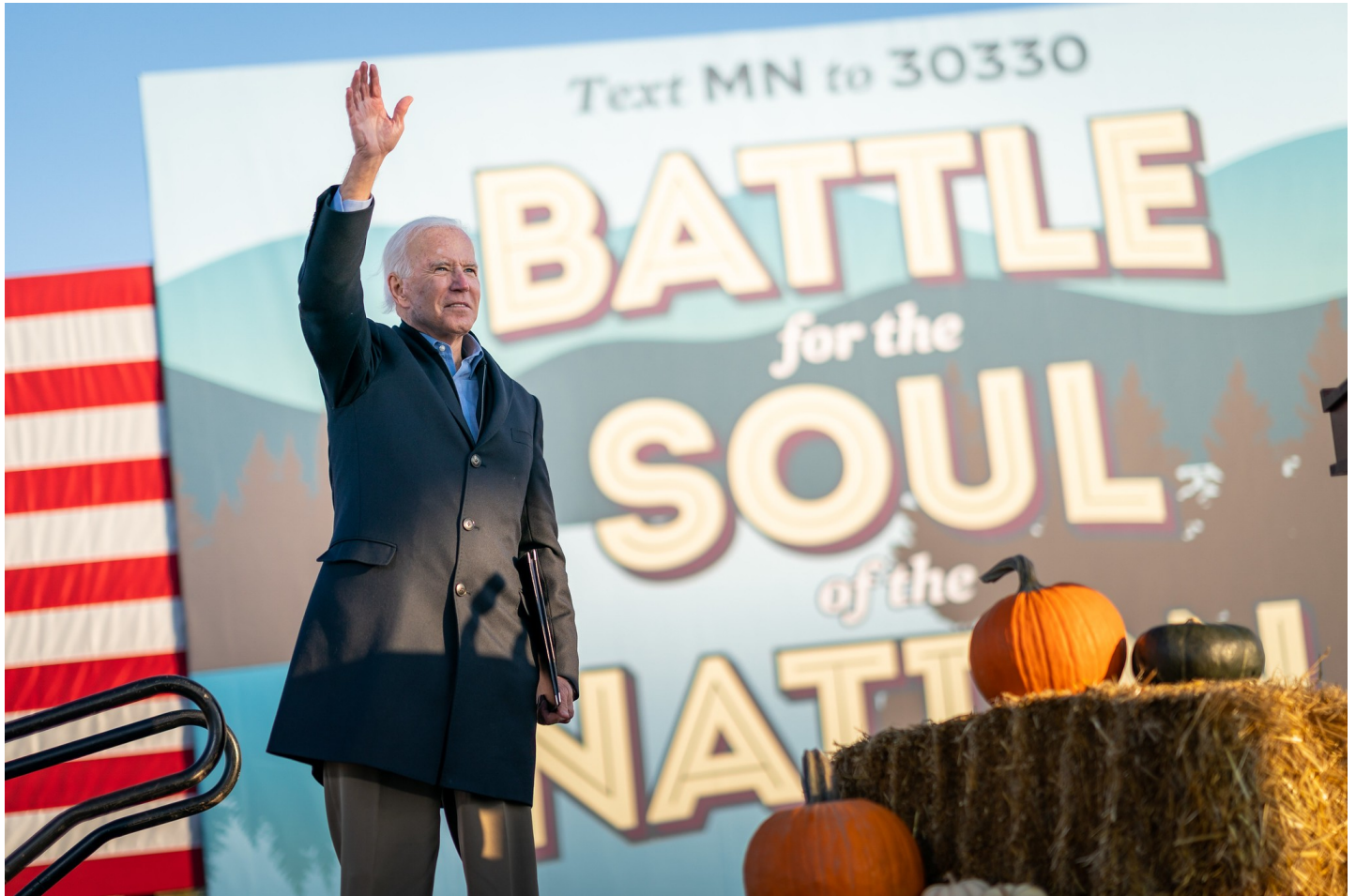


Goldman Sachs et des représentants de la Big Tech Biden discrètement invités par Biden à participer à la transition

Publié le 21 décembre 2020 par Jake Johnson, Common Dreams

[Common Dreams est un site d'information gratuit de droit américain à but non-lucratif . De tendance progressiste, il a reçu dans ses colonnes des personnalités telles que Ralph Nader, Noam Chomsky, Naomi Klein, et Paul Krugman, NdT]

<https://consortiumnews.com/2020/12/21/biden-quietly-adds-goldman-sachs-big-tech-officials-to-transition/>



Joe Biden dans un drive-in au Minnesota State Fairgrounds à St. Paul, le 30 Octobre 2020. (Adam Schultz, Biden for President, Flickr)

Des anciens du titan de Wall Street Goldman Sachs, des géants de la technologie Google et Facebook, ainsi que la fameuse société de conseil McKinsey, ont rejoint les rangs des équipes de transition de Biden.

L'équipe de transition du président-élu Joe Biden a discrètement fait appel à des anciens de Goldman Sachs, Google et Facebook, ainsi que de la célèbre société de conseil McKinsey - ce qui inquiète des groupes de surveillance qui ont exhorté la future administration à se garder de l'influence corruptrice des entreprises américaines.

L'équipe de Biden s'est donc vue renforcée par l'arrivée de Monica Maher, Vice-Présidente en charge du Cyber threat intelligence pour Goldman Sachs [*anticipation des risques informatiques employant des méthodes du renseignement, NdT*] ; Eric Goldstein, membre depuis 18 ans de Goldman Sachs ; et Josh Zoffer, ancien directeur de clientèle chez McKinsey, désormais employé par la société financière privée Cove Hills Partners. Ces arrivées n'ont pas été annoncées publiquement, comme ce fut le cas lors de la précédente sélection.

Aux alentours de la date de Thanksgiving, et ce jour là [26 Novembre, NdT], Politico a fait savoir que l'équipe de transition de Biden « avait discrètement recruté quatre salariés de Facebook et de Google », en dépit des pressions exercées sur le président élu pour qu'il résiste aux efforts de Big Tech visant à "coopter" son

administration. Comme l'a souligné Reuters au début du mois, il y a désormais « plus de cadres des technologies que de critiques de ces dernières dans l'équipe de transition de Biden ».



Le siège mondial de Goldman Sachs, au centre, dans le sud de Manhattan à New York, 2010(Dismas, CC BY-SA 3.0, Wikimedia Commons)

Eleanor Eagan, assistante de recherche au Revolving Door Project [*le revolving door est une pratique théoriquement règlementée qui permet aux hauts fonctionnaires de passer du public au privé, et vice-versa, appelée pantouflage en France, NdT*], initiative qui vise à examiner le recrutement au sein de l'équipe de transition, a déclaré à Common Dreams que l'équipe de Biden semble « profiter du fait que les gens ne prêtent pas assez attention » aux additions tardives à l'équipe de transition.

« Cette initiative de l'équipe de transition arrivant aussi tard dans le jeu ne laisse rien présager de bon pour la suite », fait remarquer Eagan - alors que Biden commence à pourvoir dans son administration des postes moins en vue mais cependant influents.

Dans le cadre du travail continu de mise en lumière de l'influence de l'industrie dans les hauts échelons du gouvernement fédéral, RDP a dévoilé mardi matin une carte du personnel afin de visualiser et traquer « la portée et la gravité de l'intérêt des entreprises américaines au sein de la branche exécutive ».

TWEET «Revolving Door Project» (https://twitter.com/revolvingdoorDC/status/1338856729476431876?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Etweetembed%7Ctwterm%5E1338856729476431876%7Ctwgr%5E%7Ctwcon%5Es1_&ref_url=https%3A%2F%2Fconsortiumnews.com%2F2020%2F12%2F21%2Fbiden-quietly-adds-goldman-sachs-big-tech-officials-to-transition%2F)

Ce que nous apprenons concernant les dernières recrues de Biden pour son équipe de transition « correspond tout à fait à ce que nous sommes en train d'essayer de montrer du doigt avec la carte du personnel », a déclaré Eagan.

« Les multinationales américaines sont particulièrement soucieuses d'exercer une influence sur le pouvoir exécutif, en ciblant non seulement des postes clefs de haut niveau, mais aussi tout le spectre des positions subalternes plus discrètes certes, mais cependant influentes » a ajouté Eagan dans un communiqué. « Le projet Revolving Door estime qu'il est temps que les groupes ayant à cœur l'intérêt général réfléchissent de manière tout aussi ouverte à la gouvernance du pouvoir exécutif. »

Alors que le cabinet de Biden prend forme suite aux choix pour la tête du Département d'État, du Pentagone, du Département de l'Agriculture, du Logement et du Développement urbain, ainsi que d'autres agences clefs, l'inquiétude des progressistes grandit quand aux liens entre les entreprises, et les dossiers se révélant favorables aux affaires de plusieurs de ses nominations.

Tom Wisack, choisi par Biden pour diriger le département de l'Agriculture, est un lobbyiste de l'industrie laitière ; le général a la retraite Lloyd Austin, choix du président élu pour le poste de secrétaire à la Défense, est actuellement membre du conseil d'administration de Raytheon, une des plus grandes entreprises d'armement au monde ; et Antony Blinken, choix de Biden pour le poste de Secrétaire d'Etat, a co-fondé une société de conseil qui a travaillé pour le compte d'entreprises dans la technologie, la finance et l'armement.

« Je pense qu'il y a dans tout ça des drapeaux rouges [couleur des Républicains, NdT] - mais aussi dans ce cas précis quelques drapeaux bleus bien décevants [couleur des Démocrates, NdT], a déclaré à Associated Press Norman Solomon, directeur national du groupe de pression progressiste RootsAction.org, en désignant spécifiquement Neera Tanden, choisie par Biden pour diriger le Bureau de la gestion et du budget. [Agence rattachée directement à la présidence qui a en charge l'élaboration du budget national, NdT]

Les progressistes ont également fait entendre leur mécontentement face à ce qu'ils considèrent comme un manque de diversité dans le choix des désignés à ce jour par le président élu. Le Sénateur Bernie Sanders (Indépendant - Vert) a déclaré à Axios que, compte tenu du rôle important qu'ils ont joué dans la victoire de Biden, « des sièges doivent revenir aux progressistes - des sièges importants - dans l'administration Biden. »

« Est-ce le cas pour l'instant ? Non, » a tranché le sénateur du Vermont. « J'ai dit à l'équipe de Biden : le mouvement progressiste représente 35 à 40% de la coalition démocrate. Sans le travail d'arrache-pied des militants de terrain et des progressistes, Joe n'aurait pas remporté l'élection. »

Evan Weber, directeur politique du mouvement de jeunesse Sunrise Movement, a déclaré au Washington Post : « il ne peut y avoir d'avancée dans une nouvelle direction avec exactement les mêmes personnes, dont celles-là même qui sont responsables du pétrin dans lequel nous sommes. »

« Nous voulons voir davantage de jeunes progressistes jouer un rôle dans l'administration Biden », a ajouté Weber.



Neera Tanden en 2019. (Gage Skidmore, CC BY-SA 3.0, Wikimedia Commons)